

**ARRETE DU MAIRE**  
**Commune de SAINT-JUST SAINT-RAMBERT**  
**POUVOIR DE POLICE**

**Objet : COMMUNE – Mise en place d'un marquage au sol interdisant l'arrêt et le stationnement de la rue Jacques Prévert, devant et derrière la barrière pivotante située en face du n°18 de la rue. N° 23/192 PM**

**Le Maire de la Commune de Saint-Just Saint-Rambert**

- **Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée,
- **Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-4,
- **Vu** le code de la route et notamment les articles R110-1, R110-2, R411-5, R411-8, R411-18, R411-25 à R411-28 et R422-4
- **Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie- signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et complété
- **Considérant** qu'il y a lieu d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Il est installé un marquage au sol interdisant l'arrêt et le stationnement de rue Jacques Prévert, devant et derrière la barrière pivotante située face au n°18 de la rue.

**ARTICLE 2 :** Une signalétique horizontale du panneau B6d interdisant l'arrêt et le stationnement est mise en place par les services techniques de la commune.

**ARTICLE 3 :** La signalisation règlementation conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle -quatrième partie- signalisation de prescription- sera mise en place à la charge de la commune de Saint-Just Saint-Rambert.

**ARTICLE 4 :** Les dispositions définies par l'article 1<sup>er</sup> prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

**ARTICLE 5 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux devant l'auteur de l'acte ou d'un recours contentieux devant le juge administratif dans un délai de deux mois, à compter de la notification. Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ARTICLE 7 :** Le Directeur des Services Techniques et le chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 8 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Saint-Just Saint-Rambert et à Loire Forez Agglomération située 17 boulevard de la Préfecture à Montbrison (42605).

Fait à Saint-Just Saint-Rambert, le 30 mars 2023,

**Olivier JOLY**  
**Maire de Saint-Just Saint-Rambert**



*(Handwritten signature of Olivier Joly)*